

<http://sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article545>



Ce n'est pas une crise, c'est un hold-up !

- EDUCATION EN LUTTE !

- Archives 2007-2013



Date de mise en ligne : lundi 9 janvier 2012

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Elle a bon dos, « la crise »

La « crise de la dette » vient donner un prétexte à la poursuite et au renforcement des politiques néolibérales, renommées pour l'occasion « austérité ». Les politiques de « réduction des dépenses publiques » et de mise en concurrence n'ont cependant pas attendu ladite « crise » pour se développer. Pas plus que les choix politiques qui ont amené à installer durablement le chômage de masse, la précarité, et la « modération » salariale. La « crise » tombe à pic pour faire paniquer tout le monde, et imposer toujours plus de mesures de régressions sociales. L'accroissement de la dette publique est pourtant le produit des cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus aisés, aux actionnaires et aux entreprises et en particulier aux plus grandes. C'est aussi le résultat des mesures prises pour « sauver les banques » et les spéculateurs de la « crise financière » de 2008, dont la population n'est absolument pas responsable ! On ne le répétera jamais assez : il n'y a pas de « problème des déficits publics », il y a l'urgence d'une autre répartition des richesses.

D'austérité en austérité, ce sont toujours les mêmes qui trinquent

Le gouvernement Sarkozy/Fillon surfe sur cette vague de « crises » pour accélérer l'agenda néolibéral, en multipliant les plans d'austérité. La liste des attaques est longue : hausse des taxes sur les assurances complémentaires de santé ; hausse de la CSG ; TVA accrue sur les boissons sucrées et quelques autres produits ; économie sur les dépenses de santé ; plafonnement des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie ; relèvement du taux de TVA à 7% hors produits dits de première nécessité ; non prise en compte de l'inflation pour l'établissement des barèmes de l'impôt sur le revenu, des prestations familiales et des aides au logement ; avancement à 2017 du relèvement de l'âge légal de la retraite à 62 ans...

Et maintenant la TVA sociale et le chômage partiel financé par l'État

Comment oser accoler le mot « social » à la TVA, qui est l'impôt le plus injuste : Mme Bettencourt paie le même taux de TVA qu'un RSAste ! Pourtant, voilà ce que le gouvernement présente comme une mesure-phare : créer un impôt qui pèsera lourdement sur les pauvres et sera insensible pour les riches. En remplaçant tout ou partie des cotisations patronales sur les salaires par une augmentation de la TVA, cette réforme va renforcer les injustices et faire payer davantage les ménages et moins les employeurs. A travers les licenciements, le chômage complet ou partiel, les « plans sociaux », le temps partiel imposé, ... les patrons et l'État imposent une réduction du temps de travail à des millions de salarié-e-s, mais en leur faisant payer !

Les fonctionnaires et les services publics sous le rouleau compresseur

Dans la Fonction publique, les politiques de suppressions de postes, de réduction des moyens, de privatisation rampante et de dénaturaion des missions se poursuivent. Le revenu des agents est également attaqué : après le gel des salaires pour 2011 et 2012 qui constitue une diminution des rémunérations réelles, après la hausse des cotisations salariales pour les retraites (qui perdurera pendant 10 années, impliquant sur la fiche de paie un net à payer de plus en plus bas), l'instauration d'un jour de carence au 1er janvier 2012 fera que les fonctionnaires (titulaires et stagiaires) et les contractuels de droit public ayant 4 mois d'ancienneté ne percevront plus leur rémunération le premier jour de maladie.

L'Éducation Nationale n'y échappe pas

Malgré nos mobilisations de décembre, le ministère n'a pas renoncé à sa réforme managériale et néolibérale de l'évaluation des personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation . A la rentrée prochaine, il y aura encore 14 000 suppressions de postes supplémentaires. Dans le 1er degré, nous aurons 54 postes d'enseignant-e-s en moins dans la Loire. Dans le secondaire, 263 postes seraient supprimés dans notre académie. Les conséquences sont terribles, en particulier pour les populations les moins favorisées . Et leur horizon est désormais assumé ...

Rien ne remplacera nos mobilisations !

Il y a urgence à construire une mobilisation de grande ampleur

Dans ce contexte d'attaques multiformes contre les salarié-e-s et la population, contre les droits sociaux et les solidarités, ce qui devrait être l'urgence pour toutes les organisations syndicales, c'est la construction d'une mobilisation de grande ampleur, par la grève interprofessionnelle reconductible, pour refuser l'austérité, stopper cette régression, et imposer d'autres choix. C'est que propose l'Union syndicale Solidaires, dont SUD éducation est membre.

Et pour SUD, ce qui est à l'ordre du jour dans notre secteur, c'est la construction d'une mobilisation d'ensemble contre l'application des politiques néolibérales et d'austérité à l'éducation : pour le retrait de la réforme de l'évaluation, l'annulation des suppressions de postes.

Assez de divisions ! Assez d'immobilisme ! Assez d'attentisme !

Pourtant, aussi bien au niveau interprofessionnel que dans l' Education Nationale, les organisations syndicales majoritaires ne proposent une fois de plus aucune perspective de mobilisation à la hauteur des enjeux. La succession des journées d'action, isolées sans lendemain, semble avoir repris son cours. Trop souvent, la division syndicale et/ou corporatiste l'emporte sur les impératifs de lutte.

Cela n'est pas une bonne nouvelle, même si ce n'est pas une grande surprise, tant les organisations syndicales majoritaires refusent depuis des années de construire les mobilisations nécessaires pour inverser les rapports de force et se débinent à chaque fois au moment où le bras de fer est engagé.

Cela n'est pas une bonne nouvelle car rien ne remplacera nos mobilisations. Si « 2012 » est devenu moins le nom d'une année que le nom d'une élection (fin janvier, certain-e-s nous conseillent encore « d'attendre 2012 »...), cela ne doit pas nous amener à l'attentisme syndical, ni à la « pause des luttes ».

Quelles que soient nos options concernant les élections politiques qui s'annoncent, et quels que soient leurs résultats, il faudra des mobilisations d'ampleur pour contrer les politiques libérales qui sont menées partout en Europe par des gouvernements de diverses étiquettes politiques.

Elections ou pas , SUD continuera de proposer la seule voie syndicale digne de ce nom : celle de l'unité dans et pour les luttes.

Nos luttes ont construit nos droits, notre résignation les détruirait.